

CONSOMMATION RESPONSABLE

Dynamique inter-régionale d'intégration du développement durable dans la commande publique

FICHE D'IDENTITÉ

- **R.G.O. Réseau Grand Ouest**
94 collectivités territoriales et EPCI sur les territoires de Basse Normandie, Bretagne, Pays de La Loire, Poitou-Charentes, Limousin et Centre
- **Périmètre** : Aide à l'intégration du développement durable dans la commande publique des structures adhérentes
- **Public cible** : Toute entité publique dotée d'une personnalité juridique
- **Date de lancement** : Association créée en 2006 – toujours en activité – légère diminution du nombre d'adhérents (>100 → 94) mais élargissement du périmètre géographique (couverture de la région Centre depuis 2013)



ENJEUX AUTOUR DE CETTE PRATIQUE

- Créer une culture commune au sein des membres du réseau dans le domaine du développement durable à travers les achats responsables
- Créer une dynamique, motiver et susciter l'intérêt des acteurs
- Mutualiser et partager les expériences
- Connaître et informer sur les filières, les labels et les fournisseurs
- Établir des partenariats avec les fournisseurs et les filières pour structurer l'offre
- Aider les décideurs dans leurs politiques d'achat sur le plan technique et juridique
- Être le relais des initiatives locales, nationales et internationales en tant que force de proposition et source d'information

AIDE À L'INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA COMMANDE PUBLIQUE DES STRUCTURES ADHÉRENTES À L'ASSOCIATION

OBJECTIFS :

Promouvoir le développement durable grâce aux achats responsables dans le cadre de la commande publique

COÛTS :

Coûts de fonctionnement de l'association (site internet, permanents) et de représentation (salons)

ACTEURS À MOBILISER :

Un ou plusieurs animateurs du réseau





PORTEUR DE PROJET POTENTIEL :

Structure « neutre » qui serait un lieu d'échange et de travail pour les collectivités. Le statut de cette structure (association, ...) doit permettre de fédérer le plus grand nombre d'acteurs.

FACTEURS DE RÉUSSITE :

Evolution récente de la réglementation sur les marchés publics et notamment la charte nationale sur les achats publics durables en cours d'élaboration. La cible ne se limite pas aux collectivités territoriales mais concerne également les entités juridiques de droit public comme les SDIS par exemple. Les travaux menés par l'association doivent être ciblés et en lien avec les possibilités d'accompagnement/animation. Néanmoins une implication forte des structures adhérentes semble prépondérante : le binôme élu/technicien référent permet à la fois de faire avancer les travaux puis de les faire appliquer.

POINTS DE VIGILANCE :

La formalisation et la structuration de l'association prendra a minima plusieurs mois (voire plusieurs années selon son ampleur). Les instances de gouvernance seront adaptées en fonction de la taille de l'association. Le réseau vit et produit s'il est conduit par un ou plusieurs animateurs qui arrivent à structurer/pousser l'implication des structures adhérentes.

POUR EN SAVOIR SUR CETTE ACTION

Retrouver le détail des informations utiles :

<http://www.reseaugrandouest.fr/> avec l'accès aux ressources de l'activité du réseau

- A**ctivités du réseau
- Guide Labels
- Groupes de travail thématiques
- Expertise juridique et opérationnelle
- Formation/Sensibilisation aux (...)
- Matinales
- Participation au projet européen (...)
- Autres activités

CONTACT

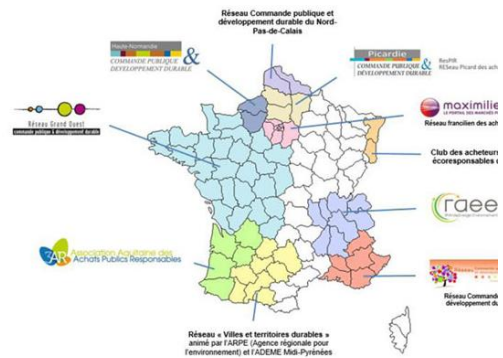
Matthieu BELLAYER
matthieu.bellayer@reseaugrandouest.fr
www.reseaugrandouest.fr
 02 41 72 40 83



RETOURS D'EXPÉRIENCE

DÉMARCHES SIMILAIRES :

D'autres réseaux « commande publique et développement durable » existent dans d'autres régions en France. Ces réseaux échangent dans le cadre d'un inter-réseaux national animé par le MTES



A noter l'organisation par R.G.O. d'un groupe de travail thématique « Intégrer le développement durable dans les achats de produits d'entretien », en lien avec la FA n°11 (CA du Pays Voironnais)

AUTRES TYPES D' ACTIONS (DU SECTEUR) :

Définition des achats publics durables et présentation du plan national d'action 2015-2020 (incluant la future charte pour l'achat public durable) sur le site du MTES : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/achats-publics-durables>



Cette fiche fait partie du recueil de fiches : « Guide de bonnes pratiques en économie circulaire » et est téléchargeable sur les sites OEC et ADEME CORSE